

## Tendances actuelles de l'agriculture soviétique — II 5. Le mouvement de décentralisation

Claude Bonnard

Volume 31, Number 4, January–March 1956

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002748ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002748ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bonnard, C. (1956). Tendances actuelles de l'agriculture soviétique — II : 5. Le mouvement de décentralisation. *L'Actualité économique*, 31(4), 534–564. <https://doi.org/10.7202/1002748ar>

# Tendances actuelles de l'agriculture soviétique

## II

### 5. Le mouvement de décentralisation

Pour résoudre les problèmes posés par la bureaucratie dans l'agriculture, les autorités soviétiques se sont d'abord fiées, comme un peu partout dans le monde, à l'efficacité de la campagne d'opinion. Du *Krokodil* à la *Pravda*, la presse n'a pas ménagé la critique, l'ironie, l'indignation contre les dirigeants et les exécutants des ministères chargés de la production agricole. Mais ce fut sans résultat notable.

En effet, à l'échelle nationale, la valeur des exécutants et leur sens du devoir sont des données qu'on est bien obligé d'utiliser telles quelles. Et il ne sert à rien de dénoncer la bureaucratie si l'on ne prend pas des mesures concrètes pour modifier l'organisation du travail et la répartition des responsabilités qui sont à son origine.

Dans l'agriculture soviétique, la cause évidente des méfaits de l'administration provient d'un excès de centralisation qui donne trop de pouvoir aux bureaux et pas assez aux entreprises: les organismes administratifs étant censés diriger plus de choses qu'ils ne le peuvent, alors que les kolkhozes sont privés du minimum d'initiative indispensable. Au total, la production en souffre et les rapports entre l'administration et les entreprises laissent beaucoup à désirer.

Cette situation paradoxale est un vestige de l'époque où les relations entre l'État et les campagnes étaient empreintes de méfiance. Nous donnerons plus loin, à propos de la réforme de la

planification, une explication des diverses sources de méfiance. Pour l'instant, nous nous bornerons à indiquer que la bureaucratie traduit bien l'esprit d'un ensemble d'institutions et de pratiques, tutélaires quant à la lettre. On pourrait dire de l'administration soviétique ce que Bismark disait de l'administration prussienne: c'est un gilet de laine qui gratte mais qui tient chaud.

Toutefois avec le temps, une évolution devenait de plus en plus nécessaire, car le gilet grattait de plus en plus, alors que son utilité devenait de plus en plus discutable.

C'est pourquoi quelques mesures ont été prises pour asseoir les rapports de l'administration et des entreprises agricoles sur une base plus conforme à l'évolution de la situation; elles concernent les collectes, l'organisation de l'approvisionnement, et la planification. Bien qu'affectant des domaines différents, ces réformes ont été placées sous le titre commun de mouvement de décentralisation, car les unes et les autres visent à remettre les responsabilités aux entreprises, et à convertir l'activité de certains services administratifs aux tâches directement productives, ainsi qu'à la coordination des initiatives émanant de la base. De plus, nous verrons qu'elles sont quelque peu complémentaires en ce sens que les deux premières mesures facilitent la mise en œuvre de l'importante réforme de la planification.

L'organisation des collectes présentait certains défauts tenant à la multitude des organismes pouvant effectuer des achats à la campagne et au caractère peu productif de l'activité du personnel engagé pour ces tâches.

En effet, si le ministère des Collectes effectuait la majeure partie des collectes, bien d'autres organismes: le ministère de l'Industrie des Produits de boucherie et des Produits laitiers, le ministère de l'Industrie des Denrées alimentaires, le ministère des Articles manufacturés de grande consommation, etc. envoyaient des agents dans les campagnes pour acquérir les produits nécessaires à leur activité. Cet éparpillement avait pour résultat une utilisation surabondante de personnel dont l'utilité était contestable.

Le rôle du collecteur a en effet considérablement changé. À l'origine, il devait partir en tournée rassembler les bêtes et les

divers produits collectés et cette tâche suffisait à occuper son homme. Actuellement, cette tâche matérielle est effectuée par les M.T.S. qui disposent de l'ensemble des moyens nécessaires à leur exécution<sup>1</sup>. Le collecteur n'a donc plus qu'à conclure des contrats et remplir des documents. Cette tâche administrative est tellement éloignée de l'exécution matérielle des contrats que c'est tout juste si le collecteur peut savoir à la fin de l'année si les collectes se sont effectuées sans encombre.

Pour supprimer ces multiples inconvénients, il a été décidé de remettre la responsabilité de la collecte aux M.T.S. Ceci permet d'unifier le système et donne aux organismes qui assument l'exécution matérielle des collectes l'entière responsabilité de celles-ci. Notons que le récent renforcement des cadres des M.T.S. leur permet de prendre en charge le supplément de travail qui résultera de cette extension de leur activité.

Ce transfert de responsabilité permettra au ministère des collectes de procéder à un allègement de son appareil administratif et de concentrer son activité sur les tâches techniques. La majeure partie de son personnel composé d'inspecteurs, d'agents, de mandataires et de leurs adjoints devra reconvertir son activité de manière à assumer les obligations toujours croissantes des ministères en matière de réception, conservation et réexpéditions des vivres. Ces transformations sont d'ailleurs opportunes, car l'augmentation constante du produit marchand nécessite un développement régulier des activités techniques du ministère.

Les conséquences de cette réforme dépassent cependant le cadre d'une simple réorganisation visant à répartir les tâches plus en accord avec les possibilités des divers organismes. En effet, en remettant aux M.T.S. la responsabilité des collectes, on rappelle aux «forteresses de l'État dans les campagnes» que le développement de la production agricole doit s'effectuer sans perdre de vue le produit marchand.

Ce fait mérite d'être mis en évidence, car la grande liberté qui, nous allons le voir, est actuellement accordée aux kolkhozes ne va pas sans risques. Comme les exploitations collectives peuvent désormais organiser leur activité comme elles l'entendent, elles pourraient éventuellement manifester des tendances à négliger

1. On rappellera ici que les M.T.S. désignent les stations de tracteurs et de machines.

la part de la production livrée à l'État à bas prix. Aussi n'est-il pas superflu que le directeur du M.T.S., devenu collecteur, soit tenu de veiller à ce que l'action décisive du parc des machines serve avant tout les intérêts de l'État.

La réforme du régime des collectes a été accompagnée d'une réforme du système de ravitaillement de l'État qui a pour objet de répartir, par l'intermédiaire du réseau commercial, les produits stockés dans les diverses installations d'un fonds central alimenté par les livraisons des kolkhozes et des sovkhozes.

Le mécanisme des apports au fonds est dans l'ensemble assez au point car de nombreuses années de pratique ont permis d'élaborer des normes appropriées de livraison pour un produit donné. Ceci est du moins valable à l'échelle régionale sinon à celle du kolkhoze, car nous avons vu comment les normes de livraison de leur collecte ont été modifiées. Par contre, la distribution des produits reçus et, d'une manière générale, l'organisation du ravitaillement, laissent à désirer.

En effet, la répartition du fonds central s'effectue d'une manière mécanique, indépendamment des besoins réels de la population et des résultats de production de la région. Ce nivellement des approvisionnements a les conséquences suivantes :

- les consommateurs d'une région ne reçoivent pas toujours la catégorie de produits qu'ils désirent,
- l'absence de lien direct entre les résultats de la production agricole de la région et son approvisionnement laisse inutilisé un facteur important d'encouragement de la production,
- les autorités locales peuvent rejeter la responsabilité des pénuries alimentaires, en invoquant l'insuffisance des attributions du fonds central. Et les dirigeants d'une localité seront d'autant mieux vus par la population locale qu'ils auront habilement plaidé leur cause auprès des fonctionnaires du fonds central.

Pour remédier à ces multiples inconvénients, il a été décidé de lier par produit l'approvisionnement d'une région avec sa production. Pour cela, un plan d'approvisionnement est remis aux dirigeants d'une région et ceux-ci sont responsables de sa

réalisation. Ce plan d'approvisionnement tient compte des ressources de la région pour le produit envisagé comme des habitudes de consommation de ses habitants. D'autre part, il précise les apports du fonds central et la contribution des ressources locales. Enfin, il établit un lien entre les expéditions du fonds central et les livraisons effectuées au fonds par la région, et, en cas de dépassement des obligations de livraison, de 50 à 70 p.c. de l'excédent sont laissés à l'usage des consommateurs du district.

Un exemple s'impose pour montrer le mécanisme et les conséquences de ces mesures, au stade du projet puis à celui de la réalisation. Les chiffres donnés sont conventionnels et le raisonnement peut être suivi sur le tableau I qui suit. Soit A et B, deux régions également peuplées qui doivent livrer respectivement 200 et 100 tonnes d'un produit donné (ligne 1). Les besoins moyens de la commercialisation pour ces régions, estimés sans tenir compte des habitudes de consommation, seraient de 100 tonnes pour A et B (ligne 2, a), mais en tenant compte de ces dernières et du potentiel de production de la région, il faut 110 tonnes pour A et 90 tonnes pour B (ligne 2, b).

Une partie de ces quantités sera directement fournie par la commercialisation des disponibilités de la région, effectuée sur le plan local sous la direction des autorités responsables, mettons 50 tonnes pour A et 40 tonnes pour B (ligne 3, a). Et le restant, soit 60 tonnes pour A et 50 tonnes pour B devra être fourni par le fonds (ligne 3, b). Mais comme les livraisons de A au fonds doivent être supérieures de 100 tonnes à celles de B, il est tenu compte de cette différence en attribuant à A un supplément de 1 tonne pour chaque 10 tonnes d'apport en plus de B — soit 10 tonnes pour A (ligne 3, c). Au total, les approvisionnements planifiés sont de 120 tonnes pour A et 90 tonnes pour B (ligne 3, d).

Nous pouvons constater que le plan de ravitaillement pour un produit donné est fonction des habitudes de consommation, du potentiel de production et des apports aux fonds. Ces trois éléments sont d'ailleurs interdépendants et ils se ramènent à un seul facteur: le potentiel de production. En effet, les habitudes de consommation sont déterminées par les cultures traditionnelles d'une région et le montant des livraisons varie suivant leur degré de développement.

**Tableau I**  
**Planification des approvisionnements**

	A	B
1.— <i>Plan de livraison au fonds central</i> .....	200	100
2.— <i>Besoins en produits commercialisés:</i>		
a) besoins moyens.....	100	100
b) besoins réels.....	110	90
3.— <i>Approvisionnements:</i>		
a) Disponibilités locales.....	50	40
b) Envois du fonds central.....	60	50
c) Supplément de fourniture du fonds lié aux apports au fonds.....	10	0
d) Total des approvisionnements planifiés (a+b+c).....	120	90

Au stade du projet, les mesures adoptées ont donc pour effet de mettre en évidence le lien entre le plan de ravitaillement et le potentiel de production.

Mais, au stade de la réalisation, ce lien se resserre encore, car les approvisionnements effectifs sont étroitement solidaires des résultats de production. Nous pouvons le constater sur le tableau suivant qui reprend les chiffres de l'exemple précédent.

La bonne organisation des ressources agricoles de la région A se traduit par une augmentation des approvisionnements effectués directement à l'échelon local et par une prime de dépassement du plan de livraison dont la majeure partie est réservée au réseau commercial de la région. La région B, au contraire, qui est mal gérée, ne développe pas ses disponibilités locales en accord avec le plan, ce qui réduit d'autant nos approvisionnements; et n'effectue pas totalement ses livraisons au fonds central, ce qui lui vaut sinon une perte, du moins un manque à gagner.

Les mesures dont nous venons de donner le schéma créent donc de multiples correspondances entre la production agricole et les approvisionnements alimentaires d'une région. Les conséquences de cette interdépendance sont nombreuses et se font sentir dans divers domaines.

## Réalisation des approvisionnements

	A		B	
	Plan	Résultats	Plan	Résultats
<i>I — Production marchande</i>				
a) Livraison au fonds central. . . . .	200	220	100	90
b) Mise en œuvre des disponibilités locales. . . . .	50	55	40	35
<i>II — Approvisionnements</i>				
a) Droit au fonds central. . . . .	70 (60+10)	70	50	50
b) Prime de dépassement du plan de livraison (70 p.c. de l'excédent). . .	—	14	—	0
c) Disponibilités locales. . . . .	50	55	40	35
d) Total des approvisionnements (a+b+c). . . . .	120	139	90	85

Quelques mises en ordre en découleront d'abord: le ravitaillement s'effectuera plus en accord avec les spécialités régionales de production; les habitants d'un district n'auront plus à se plaindre que leur ravitaillement est sans rapport avec leurs livraisons, et il sera impossible aux autorités locales de rejeter la responsabilité des pénuries sur le fonds central, sauf si celui-ci n'est pas fidèle à ses engagements.

Toutefois, diverses conséquences sont relativement secondaires. À notre avis, les deux effets principaux des mesures envisagées sont de transformer les rapports entre les autorités locales et la population et d'insuffler une importance nouvelle à la production et à la commercialisation effectuées en vue de satisfaire les besoins locaux.

Auparavant, les rapports entre les dirigeants locaux et la population se présentaient d'une manière différente suivant qu'il s'agisse des approvisionnements ou de la production. Pour les approvisionnements, nous avons vu que cette solidarité, quand elle se manifestait, se produisait aux dépens du restant de la collectivité, car l'augmentation des envois du fonds central pour une région s'effectuait nécessairement aux dépens d'une autre.



Pour la production, tout le monde avait, en fin de compte, intérêt à ce que le plan d'État soit réalisé au moins dans le domaine des livraisons. Mais les autorités locales agissaient en tant que contrôleurs et les kolkhoziens en tant que contrôlés. C'est-à-dire que leurs rapports étaient semblables à ceux du percepteur et du contribuable, le percepteur ne demandant pas mieux que le contribuable gère bien son exploitation pour toucher sans histoire son dû, et le contribuable s'efforçant de remplir ses obligations pour ne pas avoir d'amende. On conçoit sans peine que cette collaboration devait être exempte d'aménité puisqu'elle était fondée sur l'opposition des intérêts immédiats.

Ces rapports sont désormais modifiés, d'abord parce que la nouvelle concision du plan d'État — examiné ultérieurement — relègue les contrôles au second plan et surtout parce que le lien établi entre la production et la consommation d'une région engendre par voie de conséquence une forte solidarité entre la population et les autorités locales. En effet, celle-ci repose désormais sur les motifs positifs qui poussent la population à améliorer son ravitaillement ainsi que sur la responsabilité du fonctionnaire à organiser cette amélioration.

Cette modification des rapports obligera les dirigeants à déployer des qualités d'organisation dont ils n'avaient pas auparavant à faire preuve. Et pendant les prochaines années, c'est l'ancien contrôleur qui sera le plus contrôlé car le degré de réalisation du plan d'approvisionnement permettra de juger de son aptitude à se convertir à une activité directement productive.

Les effets de cette modification des rapports se feront particulièrement sentir sur le plan de la commercialisation des ressources locales. Celle-ci est loin d'être une nouveauté car, contrairement à une opinion très répandue, le ravitaillement des localités soviétiques n'a rien d'exclusivement étatique: le fonds central n'a jamais fourni qu'une partie des approvisionnements, un appoint notable provenant des apports directs des kolkhozes et des kolkhoziens de la région qui écoulent leur marchandise soit par l'intermédiaire du réseau municipal, soit directement au marché libre (kolkhozien).

Mais ces divers circuits locaux n'ont pas toujours reçu l'attention qu'ils méritaient et l'attitude vis-à-vis du marché libre a été négative sinon hostile pendant certaines périodes.

Désormais, l'écoulement de ces surplus sera facilité de diverses manières: extension des ventes à la commission faites par l'intermédiaire du réseau commercial officiel, facilités de transport, facilités d'achat d'équipement en contrepartie de ventes de surplus, etc.

\* \* \*

Nous avons fait remarquer dans l'introduction que dans l'agriculture la planification souffrait certainement de très graves défauts puisque les écarts entre les objectifs et les réalisations du plan quinquennal en cours sont considérables<sup>1</sup>. Mais la fixation d'objectifs de production irréalisable n'est pas le seul inconvénient de la planification actuelle; nous allons voir qu'elle entrave en plus l'activité agricole au niveau de l'entreprise kolkhozienne.

En effet, avant la réforme de la planification que nous allons examiner, on remettait chaque année au kolkhoze un plan indiquant les surfaces à ensemercer pour chaque culture (chaque type de céréale, chaque type de plantes oléagineuses, etc.), le nombre de têtes pour chaque catégorie de bétail, les différents travaux à effectuer avec leurs dates d'exécution, le montant des livraisons, etc. Le nombre d'opérations couvertes par le plan était tel que certains kolkhozes devaient calculer plus de 200 indices pour permettre aux autorités de surveiller la réalisation des objectifs et la marche de l'exploitation.

Cet excès de sollicitude faisait plus de mal que de bien. Les dirigeants des kolkhozes s'attachaient à suivre ces directives, même si la gestion de l'exploitation devait en souffrir, car leur responsabilité était du moins sauve puisqu'ils avaient obéi aux instructions. Et, comme les organismes administratifs préparant les directives ne pouvaient avoir une connaissance détaillée des conditions régionales de culture, il arrivait que des énormités fussent prescrites et exécutées.

1. Voir *L'Actualité Économique*, octobre-décembre 1955, p. 365.

Dans l'exposé des motifs du décret sur la réforme de la planification, de nombreux exemples d'instructions maladroitement sont donnés. Ainsi une imprudente généralisation de la méthode d'assolement de Viliams fit planter des blés de printemps en Ukraine, qui est par excellence le domaine des blés d'automne. Dans les républiques baltes, une méthode d'engraissement des porcs permettant d'obtenir du bacon avait été mise au point depuis de nombreuses années; mais l'administration voulut faire remplacer cette pratique par une méthode d'engraissement moins rentable et moins adaptée aux ressources de la région.

À notre avis, il ne faut pas exagérer la portée de ces erreurs, mais il reste que l'obligation faite aux kolkhozes de travailler sur des plans plus ou moins adaptés, et en tout cas trop détaillés, se révélait plus nuisible qu'utile.

Le système de planification dont nous venons de faire la critique était la pièce essentielle du corset administratif dont nous avons parlé plus haut. C'est dire qu'il a puisé sa raison d'être dans la méfiance réciproque qui a caractérisé les relations entre l'État et les campagnes au lendemain de la collectivisation.

En effet, l'agriculture collective a pris un mauvais départ car le consentement des paysans à la mise en commun de leurs terres et de leur cheptel n'a pas toujours été aussi volontaire que les autorités l'auraient souhaité. Par la suite, les investissements de l'État dans l'agriculture demeuraient relativement réduits<sup>1</sup> tandis que le volume des livraisons — payées à des prix très inférieurs à ceux du marché — augmentait régulièrement. Les kolkhoziens pouvaient donc se considérer comme une catégorie défavorisée de la population.

L'État de son côté n'avait guère confiance dans la capacité d'organisation des kolkhoziens. La gestion des grandes exploitations collectives était trop complexe pour des paysans au niveau technique insuffisant. Et il fallait veiller à ce que les à-coups du système nouvellement introduit ne s'effectuent pas aux dépens de la production marchande indispensable à la population urbaine.

Pour ces diverses raisons, on imposait au kolkhoze un certain nombre de tâches précises qui devaient être accomplies stricte-

1. De 1929 à 1952, il a été investi (en milliards de roubles aux prix de 1953):

Industrie lourde.....	638	Industrie légère.....	72
Transports.....	193	Agriculture.....	94

Source: Pravda, 8.8.1953.

ment de manière à éviter le désordre. Le plan donnait pratiquement un programme de gestion qui mâchait la tâche du directeur du kolkhoze. Et un contrôle étroit de la réalisation des directives permettait de suivre la marche de l'exploitation et de préciser les causes d'un éventuel manquement aux obligations de livraison envers l'État. La planification était donc volontairement tutélaire dans tous les sens du terme, puisqu'elle limitait les initiatives du kolkhozien de crainte qu'elles nuisent à la production ou ne se retournent contre les intérêts de l'État<sup>1</sup>.

Or, avec le temps, les relations entre le kolkhoze et l'État se sont stabilisées, car le traumatisme de la collectivisation s'est effacé et l'habitude du travail collectif a été acquise. L'ancien système de planification devenait graduellement anachronique, mais il aurait probablement survécu encore quelque temps si le train des mesures récentes ne lui avait donné le coup de grâce. En effet, en renforçant les cadres des kolkhozes, on a résolu l'obstacle majeur qui s'opposait à leur émancipation. Et, la réforme des normes de livraison accompagnée de l'augmentation des sommes versées ont simplifié et raffermi le lien économique avec l'État. À la suite de ces transformations, l'autonomie de gestion du kolkhoze devenait souhaitable parce que techniquement avantageuse et conforme aux intérêts de l'État. La planification de l'agriculture a donc été modifiée en conséquence et nous allons en examiner ici les grandes lignes.

Le plan d'État, proprement dit, se borne à fixer pour chaque kolkhoze :

1° le montant des divers types de livraison : livraisons obligatoires, achats d'excédents, « contractations » (livraison de plantes industrielles), paiements en nature pour les travaux du M.T.S. Ces livraisons sont déterminées en nature : quintaux de blé, de viande, de laine, etc., et seule la forme consommable du produit est prise en considération. Par exemple, pour la viande ce n'est pas le nombre de têtes ou le poids de l'animal sur pied qui compte, mais la quantité de viande effectivement livrée. Bien entendu, comme nous l'avons indiqué ultérieurement, les

1. La situation dans l'industrie est à certains égards assez semblable. Dans le rapport de Boulganine, les limites des droits du directeur d'usine sont mises en relief : « Parlons maintenant des droits du directeur ou plus exactement de son absence de droits. (une voix dans la salle : c'est juste!) »

normes de livraisons sont établies sur la base de 100 hectares de labours, ou de 100 hectares de labours, prés et pâturages, suivant qu'il s'agisse de cultures ou de produits d'élevage.

2° Le volume des travaux mécaniques que la station de tracteur doit effectuer dans le kolkhoze; celui-ci est déterminé globalement en unités conventionnelles de «labour de terre meuble».

Malgré leur concision, ces obligations ont un rôle très important, car elles déterminent dans les grandes lignes les relations économiques du kolkhoze avec l'État et avec le M.T.S. En effet, en fixant le montant des livraisons, l'État précise le montant minimum de la production marchande de l'agriculture. De ce fait, l'État :

- sauvegarde les besoins vitaux de la population urbaine,
- contrôle l'évolution de la propriété kolkhozienne à l'aide de simples leviers économiques; car en fixant le minimum d'échange entre la ville et la campagne, on détermine du même coup le degré minimal d'intégration de l'économie kolkhozienne (reposant sur la propriété d'une collectivité limitée) à l'économie étatique (reposant sur la propriété de toute la nation).

Les liaisons avec le M.T.S. découlent de l'obligation faite à celui-ci de fournir une somme de travaux déterminés en relation avec l'outillage dont il dispose. On assure ainsi la rotation du matériel et, celle-ci étant imposée, le kolkhoze comme le M.T.S. ont tout intérêt à ce qu'elle soit répartie de la manière la plus rentable. Pour les kolkhozes, cela va de soi, car dans leurs livraisons, un forfait est inclus pour le paiement des services de la machine. Par contre, le directeur de M.T.S. pourrait éventuellement préférer certains travaux qui, tout en étant d'un intérêt secondaire pour le kolkhoze, lui permettrait d'obtenir de bons coefficients d'utilisation pour ses machines. Ce risque est toutefois réduit, car le programme des travaux est précisé par un contrat établi en commun par le directeur du kolkhoze et le directeur du M.T.S.

Une fois que les kolkhozes connaissent leurs obligations et la somme de travail mécanique qu'ils peuvent exiger, ils établissent comme ils l'entendent, en collaboration avec le M.T.S., un plan

annuel de production et un plan perspectif pour 5 ou 6 ans. Ces plans déterminent le montant des emblavures pour les cultures jugées les plus rentables, l'accroissement numérique du bétail, son engraissement, le rendement de vaches laitières, etc.

L'essentiel du travail de planification est effectué par le directeur et ses aides, mais il est recommandé à celui-ci de le faire examiner, critiquer et approuver par l'Assemblée générale des *kolkhoziens*. De cette manière, l'entière collectivité travaillera avec plus d'énergie pour réaliser les buts émanant de sa propre volonté et destinés à servir ses propres intérêts.

Bien que le travail de planification soit essentiellement l'œuvre du kolkhoze, celui-ci reçoit une certaine aide de l'État et doit se soumettre à un certain contrôle. Ainsi, une série de plans-types seront fournis aux kolkhozes par le ministère de l'Agriculture pour servir de cadre à leur planification. Et les autorités locales peuvent recommander certaines modifications au plan adopté par l'Assemblée générale des kolkhoziens, s'il leur semble que le kolkhoze ne sera pas à même de remplir ses obligations envers l'État.

Compte tenu de ces réserves, l'activité des cadres du kolkhoze va se trouver considérablement transformée par la réforme décrite. Au lieu de se borner à suivre des directives, ils devront prendre l'initiative; au lieu d'appliquer un plan donné, ils devront organiser un plan pour chaque année et tracer des perspectives pour les années à venir. Le soulagement provoqué par la fin de la tutelle des indices doit se teinter d'une certaine inquiétude, car les nouvelles tâches requièrent plus de capacité que la routine antérieure et la liberté de l'organisateur accroît sa responsabilité. Dans l'immédiat, la réforme de la planification se traduira probablement par des erreurs et des échecs, mais ses bienfaits seront grands lorsque l'habitude de la liberté aura été prise.

Les nouvelles tâches en matière agricole du Gosplan des différents ministères intéressés peuvent être placées sous deux rubriques: collaboration technique avec les exploitations agricoles et coordination des initiatives.

La collaboration technique avec les exploitations est essentiellement du ressort des ministères. Les ministères de l'Agriculture

ture, des Sovkhozes, des Machines agricoles, et les organismes locaux doivent diriger leurs travaux de recherche de manière à faciliter la tâche de production des kolkhozes et du M.T.S., en perfectionnant les méthodes de culture, d'élevage, etc. Cela n'a rien de bien nouveau, mais on peut supposer qu'étant délivrés de leurs immenses tâches de contrôle et d'élaboration de directives, ces ministères seront plus à même de concentrer leurs efforts sur la technique agricole proprement dite. Dans l'immédiat, le passage de l'ancien au nouveau système suffit à occuper leurs services, car ils doivent mettre au point des plans-types de production pour les kolkhozes et pour les M.T.S. de manière à diriger les premiers pas de ces exploitations dans le domaine de la planification. De plus, ils doivent préparer en collaboration avec l'Office Central de Statistique et le Gosplan, un projet de révision de la planification sur la base du calcul des principaux produits à obtenir pour 100 hectares de terre cultivée et coordonner les principaux indices de développement des kolkhozes et des sovkhozes sur une longue période.

La coordination des initiatives est du ressort de l'organisme de planification, le Gosplan; mais les ministères et les organismes locaux doivent rassembler certaines données qui serviront de base au travail du planificateur; il s'agit principalement:

- d'effectuer la centralisation des plans des 90,000 kolkhozes, de manière à les faire parvenir au plus tard le 10 novembre au Gosplan;
- de déterminer les dépenses de l'État par unité des principaux produits livrés par les kolkhozes en paiement du travail fourni par les M.T.S.;
- de centraliser les estimations des récoltes faites par les agronomes en chef des M.T.S. et des sovkhozes, pour avoir des données préliminaires sur la récolte prévue.

À partir de ces données, le Gosplan devra orienter l'activité agricole de manière à obtenir les produits les plus demandés et dans le sens du développement des spécialités régionales. Mais ses moyens sont dorénavant moins étendus, car il ne peut plus déterminer directement le développement d'une culture donnée en imposant l'ensemencement sur telle ou telle surface. Il doit désormais procéder indirectement en faisant varier le montant

des livraisons et en modifiant le rapport des prix et des parités entre les différents produits livrés.

De plus, le Gosplan devra, comme par le passé, assurer la coordination du développement de l'agriculture avec les autres branches de l'économie nationale, c'est-à-dire qu'il lui faudra organiser la production et la répartition des équipements nécessaires aux projets des kolkhozes en tenant compte des exigences des autres secteurs de l'économie.

Ces diverses mesures vont transformer aussi profondément l'activité des organismes agricoles que celle du kolkhoze, mais d'une tout autre manière.

Pour les ministères, le travail administratif s'effectuera si l'on peut dire en sens inverse. En effet, auparavant le circuit administratif servait surtout à transmettre, du sommet à la base, les multiples directives du plan et à les adapter aux conditions locales. Actuellement, la concision du plan d'État relègue ce travail au second plan et il s'agit principalement de faire le bilan des décisions émanant de la base et de le transmettre au sommet. Ce changement du sens de la transmission nécessitera une modification des habitudes de travail sinon une réorganisation des services.

Pour le Gosplan, la transformation est d'une portée encore supérieure. Alors qu'auparavant, il prenait l'initiative de la planification, il doit maintenant coordonner des initiatives indépendantes. La nouvelle situation comporte certes des avantages, car cet organisme est débarrassé de la lourde tâche consistant à élaborer une foule d'indices obligatoires<sup>1</sup>. Mais, par contre, il lui sera certainement délicat d'orienter le développement agricole alors que les moyens dont il dispose ont été réduits.

On ne serait pas loin de la vérité en affirmant que dans le domaine agricole, le Gosplan cessera d'être un organisme de planification pour devenir un organisme de dirigisme indirect. À notre avis, même cette tâche limitée est actuellement au-dessus des possibilités des planificateurs, car les pénuries signalées faussent le mécanisme des prix et en période de réorganisation les

1. La récente réforme du Gosplan qui le scinde en deux organismes dont l'un est chargé des détails pratiques de la planification à court terme et du contrôle tandis que l'autre est chargé de la planification à long terme, pousse cette tendance jusqu'à son terme logique pour toute l'économie.



désordres et les erreurs sont inévitables. C'est pourquoi pendant, les deux ou trois années à venir, les planificateurs se livreront beaucoup plus à une activité de conjoncturiste qu'au dirigisme. Ou, si l'on préfère, les plans agricoles soviétiques ressembleront un peu au Plan français d'Edgar Faure, c'est-à-dire que les circonstances devront leur être favorables pour qu'ils se réalisent.

À bien des égards, ces dispositions sont la consécration d'un état de fait. Elles représentent un progrès certain par rapport à la situation antérieure; car une bonne étude de conjoncture rend plus service qu'un plan impraticable. Toutefois, sur une longue période, les possibilités d'intervention sont beaucoup plus réelles et le décret insiste sur l'élaboration de plans perspectifs, mieux adaptés que les plans annuels aux moyens indirects d'intervention.

Notons, pour terminer, que les nouvelles tâches des kolkhozes, des ministères et des Gosplans n'exigeront pas beaucoup moins d'activité administrative qu'avant, mais peut-être beaucoup moins de bureaucratie. Ces deux propositions ne sont pas contradictoires, car nous avons vu que l'art d'administrer ne s'identifie à la bureaucratie que lorsqu'il est exercé dans de mauvaises conditions. La réforme de la planification a attaqué le mal à la racine en répartissant les responsabilités plus en accord avec l'évolution technique et culturelle des campagnes et la stabilisation de leurs rapports avec l'État.

## 6. Mécanisation de l'agriculture: tendances et problèmes

La mécanisation de l'agriculture présente pour l'État soviétique un double avantage dont l'un est commun à toute économie et l'autre, caractéristique d'une économie collectivisée. D'une part, elle accroît la productivité de la main-d'œuvre et le rendement des sols. D'autre part, elle accroît l'emprise de l'État, propriétaire des moyens de production. C'est là une incidence particulière à un système socialiste dont nous avons vu précédemment une application: les branches de l'agriculture qui se prêtent le moins à la mécanisation étant aussi celles où la collectivisation a donné les moins bons résultats.

Sous la double impulsion du besoin d'améliorer la productivité et du désir de faire prévaloir les formes socialistes d'économie,

la mécanisation de l'agriculture soviétique s'est régulièrement développée. Le tableau ci-dessous nous montre les progrès accomplis et les tendances actuelles de l'évolution.

**Tableau III**  
**Mécanisation des travaux agricoles<sup>1</sup>**

(en pourcentage)

	1933	1937	1940	1950	1953	1954
Labours de jachères.....	46 <sup>2</sup>	83	84	96	environ	100
Labours d'automne.....	23	67	71	92	environ	100
Semences de printemps.....	7	43	52	64	83	88
Semences d'automne.....	7	45	53	75	93	95
Récolte par les combinés céréaliers..	1	34	43	50	77	82
Tous travaux de l'aire de battage..	—	—	—	—	20	
<i>Plantes fourragères:</i>						
Fenaion.....	—	—	—	7.7 <sup>3</sup>	50	65
Ensilage.....	—	—	—	1.7 <sup>3</sup>	47	[65]
Mise en tas.....	—	—	—	—	39	[50]
Déchargement.....	—	—	—	—	15.3	[65]
Mise en meule.....	—	—	—	—	1.3	
<i>Pommes de terre:</i>						
Plantage.....	—	—	—	—	25	[40]a
Travaux d'entretien.....	—	—	—	—	25.30	[65]a
Récolte.....	—	—	—	—	8.9	[40]a
Tous travaux du tracteur pour 1 ha. de terre collectivisée.....	100 <sup>4</sup>	—	422	608	813	931

Nous pouvons voir que les efforts principaux ont porté sur les travaux de base des cultures céréalières: labours, semences, récolte, pour lesquels les progrès à effectuer sont minimes. Actuellement, l'extension de l'usage de la machine pour ces travaux proviendra principalement de l'extension des emblavures, mais ces progrès ne sont guère lisibles sur ce tableau. Les chiffres donnés ne révèlent pas non plus les réserves d'utilisation de la

1. Source: Construction socialiste de l'U.R.S.S. — Moscou, 1939, *Questions d'Économie*, no 11, 1954 — Résultats annuels des plans.

[ ] = Plans: Pravda 26.9.53 et Izvestia 29.9.53. a = Kolkhozes.

2. 1934.

3. 1949.

4. 1932.

machine pour les travaux postérieurs à la récolte. Or, actuellement, il faut plus de travail humain dans le kolkhoze pour effectuer les diverses opérations après la récolte — 157 journées de travail<sup>1</sup> pour 100 ha. sur les aires non mécanisées — que pour l'ensemble des travaux antérieurs — 85 journées de travail pour 100 ha. L'introduction des aires mécanisées permettrait d'économiser 103 journées de travail par 100 ha. Malgré ces gains importants, il ne semble pas que la mécanisation des aires de battage soit à l'ordre du jour, car elle ne peut accroître le produit à l'hectare.

Actuellement, l'introduction de la machine est accélérée dans l'élevage et les cultures de légumes vers lesquels se portent les besoins de la population. Nous n'avons aucune donnée sur la mécanisation de la traite et des travaux d'étable, mais des progrès rapides sont à signaler dans le traitement des plantes fourragères: la fenaison passe de 7.7 p.c. en 1949 à 50 p.c. en 1953, et celle des mises en silo de 1.7 p.c. à 47 p.c. pour les mêmes années. Néanmoins, des progrès importants restent à accomplir puisque, par exemple, 1.3 p.c. seulement des mises en meules sont effectuées mécaniquement.

La mécanisation des cultures légumières se limite actuellement aux pommes de terre. Pour ces dernières, la production en grande série des arracheuses et des planteuses a été mise en route et leur emploi doit être généralisé vers 1956. Actuellement, on s'efforce de répandre le plus rapidement possible la méthode de plantage en carré et en nids qui est la mieux adaptée à l'usage de la machine.

Le développement continu de la mécanisation et son extension à de nouveaux domaines ne va pas sans poser des problèmes. Certains de ces problèmes sont inhérents à tout développement rapide: les progrès dans une direction ont pour conséquence des retards dans une autre direction, car il n'est pas possible de tout réaliser en même temps. Ainsi, les ateliers de réparation et d'entretien ne sont pas suffisamment équipés pour faire face aux travaux imposés par la livraison d'équipements de plus en plus complexes et perfectionnés. De même l'accroissement du parc des machines agricoles et l'expansion des effectifs affectés aux M.T.S. ne s'est pas

1. Il ne s'agit pas ici de l'unité conventionnelle de travail utilisée pour rémunérer les kolkhoziens prenant part au travail collectif, mais de la journée de travail au sens français courant. La traduction littérale du terme russe employé est «journée d'homme».

## L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

accompagnée d'un développement parallèle des locaux d'habitation, de remises, de garages, etc... La situation doit être très sérieuse dans ce domaine puisque les crédits pour ces constructions ont été sextuplés<sup>1</sup>.

Un autre exemple est donné par Khrouchtchev qui déclare qu'en 1954 et 1955, les tracteurs les plus perfectionnés ont été et seront dirigés principalement vers les nouvelles terres. En 1954, tandis que 118 mille tracteurs, en unité de 15 cv, sur 137 mille ont été envoyés en Sibérie et au Kazakhstan, le restant du pays a reçu principalement des machines de modèle ancien et les pièces de rechange nécessaires au fonctionnement du parc existant. Comme cette concentration des nouveaux équipements sur les terres vierges doit être continuée pendant quelques années, l'âge moyen des tracteurs différera considérablement suivant les régions. Une répartition plus homogène ne sera possible que lorsque les plans de défrichage auront été réalisés.

1. Chaque M.T.S. doit avoir un atelier de réparation, pas moins de deux à trois hangars pour les « combine », de 2 à 3 garages pour les tracteurs, suffisamment d'auvents et de préaux en béton pour abriter les diverses machines, un réservoir à essence, un garage pour automobile, un entrepôt de pièces détachées, des bureaux, un bain, des logements communs pour les travailleurs, suffisamment de maisons, l'approvisionnement en eau, les canalisations essentielles. Pour cela, il faudra faire construire:

	1953	1954	1955	1956
<i>A. Par le ministre de l'agriculture * avec la collaboration des autorités locales.</i>				
Ateliers de réparation .....	673	—	4,200	—
Hangars et auvents .....	1,130	—	—	—
Hangars pour « combine » .....	—	—	8,400	—
Auvents .....	—	—	15,000	—
Préaux en béton .....	—	—	15,000	—
Garages pour tracteurs .....	—	—	8,400	—
Garages pour automobiles .....	—	—	3,600	—
Dépôts d'essence .....	—	—	2,880	—
Habitations .....	81,000 m. <sup>2</sup>	—	10,800	—
			habitations	
Habitations collectives .....	—	—	3,000	—
			habitations	
<i>B. Par le ministre de la construction et divers ministères.</i>				
Ateliers de réparation .....	—	600	700	700
Garages pour tracteurs .....	—	1,200	1,400	1,400
Hangars .....	—	1,200	1,400	1,400
Habitations .....	—	1,200	1,400	1,400
Habitations collectives .....	—	600	700	700

\* Pour les constructions qu'il doit effectuer, le ministre de l'Agriculture touchera 3,256 millions de roubles en 1954, 3,504 en 1955 et 3,752 en 1956.

Source: Izvestia, 1.10.1953.

Les types de difficultés dont nous venons de donner quelques exemples ne sont certes pas négligeables, mais elles peuvent être considérées comme transitoires, car elles sont résolues au cours même du développement suivant l'ordre d'urgence. Par contre, le faible niveau des connaissances techniques de la population rurale pose des problèmes d'une toute autre ampleur. Loin de s'éliminer avec l'accroissement des fournitures industrielles, ils s'aggravent et menacent de constituer un goulot d'étranglement de la production agricole.

D'ores et déjà, l'efficacité des envois massifs de matériel agricole est singulièrement atténuée par le mauvais parti qu'en tirent les utilisateurs. Et l'on se plaint que certaines machines perfectionnées ne sont pas produites en série et utilisées à grande échelle parce que les ministères préfèrent s'en tenir à des équipements plus élémentaire, mieux à la portée des utilisateurs.

Le problème se présente sous deux aspects qui requièrent des solutions différentes: insuffisance d'exécutants qualifiés et insuffisance de cadres.

La qualification insuffisante des exécutants s'explique dans une grande mesure par le caractère partiel de la mécanisation principalement limitée aux labours, aux semailles et à la récolte. Le caractère saisonnier de ces travaux ne permettait d'embaucher du personnel que pour une partie de l'année. Ces hommes rapidement formés devaient assurer le fonctionnement de machines pour lesquelles ils n'avaient pas une préparation technique suffisante. Quant aux travailleurs qui étaient devenus de bons techniciens, ils allaient offrir leurs services à l'usine, assurés d'y toucher toute l'année un salaire correspondant à leur qualification.

Pour fixer cette main-d'œuvre, il a été décidé de l'admettre à titre permanent dans le personnel des M.T.S. Les avantages de cette réforme sont considérables, car elle permettra de former un corps important de mécaniciens agricoles expérimentés.

Mais un nouveau problème se pose, celui de l'utilisation de cette main-d'œuvre pendant l'hiver. Car il ne serait conforme ni à l'éthique, ni à l'économie, que ces travailleurs bien payés, parce que qualifiés, restent inoccupés une partie de l'année. Sans doute la réparation des tracteurs et l'aménagement des M.T.S. en expansion permet-elle d'utiliser une partie du temps de cette

main-d'œuvre. Mais la généralisation de leur emploi se trouve plutôt dans l'accroissement des tâches de l'économie collective: mécanisation de l'élevage, construction d'étable et de silos, etc. Pour rendre ces hommes aptes aux multiples services attendus d'eux, on développe la pratique du cumul des spécialisations: les mécaniciens souvent exercent un métier de maçon ou de menuisier ou de couvreur, etc., lorsque leurs activités ne seront pas requises par les travaux agricoles<sup>1</sup>. Afin de développer l'enseignement de ces spécialités, 300 nouvelles écoles de mécanisation agricole seront ouvertes d'ici 1957. La mise en application de ces projets doit transformer le M.T.S. en un petit centre d'artisans très utile aux kolkhozes.

D'autres mesures ont été prises pour résoudre le problème des exécutants. Le nombre des ouvriers nouvellement qualifiés qui ont été dirigés vers l'agriculture représentaient 228,000 personnes au 1<sup>er</sup> semestre 1954, contre 100,000 pour l'ensemble de l'économie au 1<sup>er</sup> semestre 1953. Une campagne très active est menée pour faire revenir à la terre les travailleurs de M.T.S. qui ont quitté la campagne pour l'usine.

Pour améliorer le travail des mécaniciens, de nouvelles méthodes de rémunération ont été mises au point. Elles font dépendre le gain de la réalisation de normes règlementaires pour les travaux et non plus seulement des résultats de la récolte. Pour maintenir la solidarité entre le kolkhozien et le mécanicien, on accorde à celui-ci des primes en nature lorsque la récolte est bonne<sup>2</sup>.

1. La rémunération de ces travaux s'effectuera suivant le barème ci-dessous, valable pour les travaux de mécanisation dans les fermes d'élevage, de construction dans les M.T.S., les réparations diverses.

	Travail à la pièce (par norme de rendement réalisé)	Travail au temps (8 h. de travail)
Chefs de brigade.....	20 roubles	18 roubles
Aides-brigadiers, tractoristes de 1 <sup>re</sup> classe, machiniste d'excavatrice, conducteur de «combine», conducteur mécanicien de machine à récolter le coton.....	18 "	15 "
Tractoristes de 2 <sup>de</sup> classe, aides-machinistes, machinistes de machine à récolter le lin ou le chanvre.....	15 "	13 "
Réparateurs, nettoyeurs.....	13 "	10 "

Source: *Izvestia*, 1.10.1953.

2. Le mécanicien peut vendre ses primes en nature à l'État aux prix relativement avantageux des achats d'excédents.— *Izvestia*, 1.10.1953.

La pénurie des cadres moyens et supérieurs: chef d'équipe, contremaîtres, ingénieurs et directeurs, pose des problèmes sérieux. Quelques chiffres permettent de se faire une idée de la situation. Au 1<sup>er</sup> juillet 1953, il y avait environ 1 ingénieur pour 3 M.T.S. et les M.T.S. sont les centres de la mécanisation rurale. Pour les kolkhozes, on ne comptait vers la même époque que 1 spécialiste pour 5 kolkhozes. Dans ces conditions, le niveau technique des cadres ne pouvait que laisser à désirer. C'est bien ce que montre le tableau suivant:

**Tableau III**  
**Composition des cadres des M.T.S. en 1953**

	Instruction supérieure	Instruction secondaire spécialisée	Instruction primaire (praticiens)
Directeurs.....	22.6 p.c.	47 p.c.	30.4 p.c.
Ingénieurs en chef.....	14.8 p.c.	20.8 p.c.	64.4 p.c.
Chefs d'ateliers.....	1.3 p.c.	8.8 p.c.	89.9 p.c.

Cette situation s'explique beaucoup plus par une mauvaise répartition des cadres que par l'insuffisance de leur nombre.

Alors que 68,000 techniciens agricoles travaillent à la campagne dans les M.T.S. et les kolkhozes, 75,000 sont occupés dans l'administration et les services agricoles. Notons que le problème de la mauvaise distribution des effectifs est commun à toutes les branches de l'économie soviétique. Au 1<sup>er</sup> avril 1954, 40 p.c. des spécialistes ayant une instruction supérieure travaillaient dans les services administratifs, y compris ceux des usines. Dans le cas du ministère de l'industrie des machines-outils et de l'outillage, seulement 24 p.c. des spécialistes travaillent directement à la production.

L'agriculture n'est donc pas une exception, mais le peu d'attrait et les difficultés de la vie à la campagne de même que la faible rémunération renforçaient l'attraction qu'exerce l'administration sur les spécialistes diplômés.

Cette dernière cause d'inégalité a été supprimée depuis plusieurs années, les ingénieurs travaillant dans les M.T.S. gagnent

autant, sinon plus, que les ingénieurs dans les usines. Mais l'égalité des traitements n'a guère encouragé la venue des techniciens à la campagne. Pour remédier à cette situation, des mesures draconiennes ont été prises, les services administratifs et l'industrie doivent comprimer leur effectif de manière à envoyer 100,000 spécialistes dans les campagnes. Il sera alors possible d'affecter à chaque kolkhoze, un agronome, et à chaque grand kolkhoze, un agronome et un zootechnicien.

Ces déplacements de main-d'œuvre sont en principe volontaires, mais quand l'ingénieur est licencié de l'usine où il travaille, il ne lui reste en fait pas d'autre choix que d'accepter sa nouvelle affectation. Des primes importantes viennent adoucir la rudesse du procédé<sup>1</sup>. C'est du moins le cas pour les départs vers les régions de défrichage, mais il n'est pas sûr que les mêmes dédommagements aient été accordés aux techniciens envoyés dans les autres régions.

Ces méthodes énergiques ont permis d'obtenir des résultats rapides. Le nombre des techniciens travaillant sur place a considérablement augmenté: il est arrivé, au début de 1954, près de 13,000 ingénieurs dans les M.T.S. qui n'en comptaient que 3,100, et plus de 12,000 techniciens divers sont venus les rejoindre dans le courant de l'année. La composition par degré d'instruction des cadres s'est modifiée en conséquence: actuellement plus de 50 p.c. des directeurs et 80 p.c. des ingénieurs des M.T.S. ont une instruction supérieure contre les pourcentages de 23 et 15 p.c. donnés dans le tableau précédent.

L'arrivée de ces nouveaux techniciens pose le problème de l'utilisation des anciens cadres non qualifiés des M.T.S., ceux-ci ne pourront conserver leur poste que s'ils ont donné de bons résultats. Pour l'instant, tous les anciens cadres sont encore utiles, car les techniciens nouvellement arrivés ne sont pas habitués au travail à la campagne et doivent se mettre au courant et acquérir une certaine expérience avant de pouvoir se passer de leurs prédécesseurs.

1. Les avantages sont les suivants: allocation de 3 mois de salaire versée à l'ancien lieu de travail, paiement des frais de déplacement, augmentation de 15 p.c. des salaires.



## 7. Accroissement des emblavures

Pour accroître la production agricole, on peut essayer d'accroître les emblavures ou d'augmenter les rendements ou de combiner les deux méthodes. Étant donné les conditions prévalant en Union Soviétique, aucune des méthodes n'est à adopter à priori: les espaces cultivables sont assez vastes pour que l'on cherche à augmenter les emblavures, et les rendements sont assez bas pour que leur amélioration soit rentable. Ce sont donc des considérations de politique économique générale, qui font choisir l'une ou l'autre méthode.

Une option d'ordre stratégique n'interdit nullement l'usage de tactiques opposées pour certaines cultures. Mais le problème du choix se pose quand l'État se trouve dans l'obligation de concentrer les moyens limités dont il dispose dans une direction principale.

Ces dernières années, en U.R.S.S., la tendance était nettement à l'accroissement des rendements. À long terme, le «plan stalinien de transformation de la nature» fixait pour objectif principal la stabilisation des conditions de culture du sud de la partie européenne de l'Union Soviétique. L'Ukraine et les steppes du sud de la Russie sont en effet irrégulièrement arrosées et soumises à l'action de vents qui dessèchent la terre et produisent une grave érosion des sols. De vastes travaux d'afforestation et d'irrigation devraient permettre d'atténuer l'érosion et de combattre les sécheresses. L'aspect «transformation de la nature» en vue d'améliorer les rendements dominait le projet. Toutefois, cet aspect n'était pas le seul, car une extension notable des surfaces cultivées grâce à l'irrigation était prévue (6 millions d'ha.).

Mais c'était là une œuvre de longue haleine. Une hausse rapide des rendements, précisée dans les objectifs du plan quinquennal 1951-1955<sup>1</sup>, était attendue du développement de la mécanisation et du regroupement des kolkhozes en exploitations plus vastes dont les dimensions correspondraient mieux aux possibilités de la technique.

1. En moyenne, les augmentations suivantes devaient être obtenues de 1951 à 1955.

Céréales.....	35 à 40 p.c.
Coton.....	20 à 25 "
Betterave sucrière.....	30 à 35 "
Pommes de terre.....	45 à 50 "
Lin.....	plus de 20 p.c.

Ce fut un échec, les résultats restèrent médiocres bien qu'il y ait beaucoup plus de machines et que les emblavures des kolkhozes soient passées, en moyenne, de 589 ha. en 1950 à 1693 ha. en 1954. Les autorités ont mis un certain temps à prendre conscience de la nécessité d'un changement d'orientation parce que les résultats médiocres de 1951 pouvaient s'expliquer par les difficultés temporaires dues à la concentration des kolkhozes et parce qu'en 1952 des conditions atmosphériques furent exceptionnellement favorables. Toutefois, les faibles résultats de 1953 et le retard croissant sur les prévisions du plan ont mis en évidence l'impossibilité d'accroître rapidement les rendements et les autorités ont élaboré un programme d'extension des emblavures.

Divers plans d'accroissement des superficies cultivées ont été mis au point. Ils portent sur la plupart des cultures principales, mais le trait le plus spectaculaire est le projet de création de nouvelles terres céréalières par le défrichement des steppes à herbe du Kazakhstan et de la Sibérie occidentale.

La campagne de défrichement doit permettre d'ensemencer en céréales 30 millions d'ha. de terres nouvelles dès 1956. Mais les autres cultures bénéficieront de ces gains, car elles pourront désormais se développer sur les anciennes terres sans craindre d'empiéter, le cas échéant, sur la culture vivrière de base qui disposera des champs nouveaux. C'est ainsi que d'importants accroissements d'emblavures sont prévus : pour le coton, dans les républiques de l'Asie centrale ; pour la betterave à sucre, en Ukraine ; pour les pommes de terre et les légumes, dans les zones de plus en plus vastes autour des centres urbains, etc.

Telles sont donc les grandes lignes de la tendance qui se manifeste actuellement en Union Soviétique. Dans ce qui suit, nous indiquerons les causes de ce mouvement et certaines de ses conséquences.

Il semble bien que l'élément déterminant de cette évolution ait été la prise de conscience des limites des possibilités des machines agricoles. Celles-ci permettent d'effectuer des économies considérables de travail humain et des réserves importantes subsistent encore dans ce domaine, comme nous avons pu le voir plus haut. Mais l'augmentation des produits à l'hectare obtenue

à l'aide de l'emploi exclusif de la mécanique a trouvé ses limites en U.R.S.S. étant donné les conditions actuelles de leur utilisation.

Pour augmenter les rendements des terrains, il faudrait utiliser les engrais en abondance. Or la production des engrais est insuffisante en U.R.S.S.: l'apport des engrais organiques est réduit par le fait que seul le cheptel collectif fournit du fumier au kolkhoze et les industries chimiques ne sont pas encore équipées pour une production à l'échelle des besoins immenses du pays<sup>1</sup>. De plus, pour épandre les engrais sur de grandes étendues, il faudrait une machinerie très complexe et coûteuse.

Comme l'expansion de l'industrie des engrais chimiques ne pourrait être réalisée en un bref délai<sup>2</sup>, une question se pose dans l'immédiat: quelle est la meilleure affectation pour les machines agricoles produites à grande échelle par l'industrie? «Il s'agit là, précise le secrétaire général Khrouchtchev, d'un simple calcul des avantages et des possibilités économiques. Où devons-nous diriger nos nouveaux tracteurs? Vers les terres anciennement cultivées où ils peuvent labourer 10 ha. par jour, ou vers les nouvelles terres où ils peuvent labourer plusieurs fois cette surface, et obtenir une grande quantité de grain supplémentaire?»

La réponse ne fait guère de doute, si le potentiel mécanique de l'agriculture ne peut à lui tout seul assurer le succès de la culture intensive, il est, par contre, très bien adapté à l'extension des surfaces arables.

Ce changement d'orientation de l'usage de la machinerie agricole nouvellement produite peut apparaître comme un expédient sans avenir parce qu'il a été effectué sous la pression des circonstances. En fait, il traduit certains impératifs de la politique agricole soviétique qui sont imposés par la structure actuelle de l'industrie lourde de l'U.R.S.S.

En effet, l'échec de la culture intensive et la nécessité de recourir à l'extension des emblavures sont issues d'un déséquilibre entre le machinisme agricole et la production d'engrais qui a son

1. Il est estimé qu'une utilisation rationnelle du fumier permettrait le ramassage de 400 millions de tonnes ou l'équivalent de 20 millions de tonnes d'engrais minéraux. D'après l'E.C.E. Survey de 1951, les quantités suivantes d'engrais sont disponibles par kg pour 1 ha. d'emblavures: U.R.S.S., 6 — Pologne, 25 — Hongrie, 21 — Yougoslavie, 10 — France, 40 — Allemagne de l'Est, 112.

2. La production en 1953 était de 6 millions de tonnes, les plans de développement étant de 16.5-17,5 millions de tonnes en 1959 et 28-30 millions de tonnes en 1969. cf. *Pravda*, 13.9.53.

Étant donné le temps nécessaire à la construction et la mise en route des usines, il n'est guère probable que leur apport puisse être effectif avant 1957-58.

origine dans la différence de développement des industries chimiques et mécaniques. Les constructions mécaniques considérées comme le secteur-clé de l'industrie lourde ont eu la priorité dès le premier plan quinquennal, tandis que le troisième quinquennat qui devait être celui de la chimie a été interrompu par le conflit.

Le lien qui existe entre les engrais et la culture intensive et le machinisme agricole et la culture extensive est évident. Les plus grands progrès du machinisme agricole sont historiquement liés à la mise en valeur des pays neufs d'Amérique et d'Australie et la culture intensive ne se conçoit pas sans application massive d'engrais naturels et chimiques, comme c'est le cas en Europe occidentale. Sans doute, ne faut-il pas exagérer ces tendances: l'augmentation des rendements à l'hectare peut être aussi obtenue par la machine: par exemple, lorsqu'on rapproche les plants comme cela est actuellement conseillé pour les cotonniers en Asie centrale. Par ailleurs, on va essayer d'augmenter le produit à l'hectare des céréales en développant le parc des diverses machines participant à la récolte de manière à moissonner rapidement et à réduire les pertes.

Malgré ces réserves, il reste que dans la situation actuelle, les nouveaux équipements disponibles sont plus rentables lorsqu'on les utilise pour l'extension des emblavures que pour l'accroissement des rendements. Sans doute, dans l'avenir, lorsque les surfaces les plus immédiatement accessibles auront été conquises ou lorsqu'on modifiera la répartition des machines produites, les efforts se porteront à nouveau en priorité sur les accroissements du rendement. Il semble d'ailleurs que cette évolution se fera assez tard et surtout que le rôle des engrais restera encore modeste pendant de nombreuses années. Ainsi, dans les nouveaux projets qui vont jusqu'en 1960, l'amélioration des rendements sera obtenue principalement par la sélection des espèces, la rotation des cultures, le rapprochement des plants, etc. . . ., les engrais n'ayant qu'un rôle secondaire. Ceci permet de supposer que l'utilisation massive des engrais relayera après 1960 les progrès obtenus par diverses autres méthodes. Cette vue à long terme est probablement dictée par l'impossibilité de développer simultanément la production des machines agricoles et des engrais.

Mais la politique d'accroissement des emblavures répond à d'autres nécessités de base de l'habitant de l'espace soviétique. Celles-ci se manifestent dans la localisation des terres défrichées, dont la majorité se situe au Kazakhstan et en Sibérie occidentale. Cette localisation a fait couler beaucoup d'encre et l'on n'a pas manqué de souligner l'admirable situation stratégique de ces terres situées en plein cœur de l'Asie, loin des traditionnelles routes d'invasion de l'Union Soviétique. En fait, si les considérations stratégiques ont renforcé les données économiques pour l'édification de centres industriels dans ces régions, il ne nous paraît pas nécessaire d'y recourir dans le cas présent: la campagne de défrichement est la manifestation dans les formes techniques et sociales actuelles de la marche séculaire vers l'Est du paysan russe ou ukrainien.

En effet, les terres cultivables de la plaine russe et sibérienne se trouvent principalement dans les steppes boisées, herbeuses et sèches qui partent de l'extrémité occidentale de l'U.R.S.S. pour aller jusqu'aux premiers contreforts des chaînes de l'Asie centrale, en s'étendant vers l'Est jusqu'aux Mont Sayans. L'exploitation de cette vaste bande de terre progresse vers l'Est depuis près d'un siècle. Le cultivateur parti de Russie ou d'Ukraine a implanté la culture sédentaire dans la steppe à herbe habitée par les nomades indigènes. Ce mouvement a une grande analogie avec la conquête de la prairie américaine par les pionniers qui partaient pour le Far-West. Dans les deux cas, la demande de produits alimentaires provenant d'une population et d'un niveau de vie croissants poussent l'homme à conquérir les terres vierges. Certes des différences considérables séparent la prairie à buffles de la steppe, et l'action de la caravane des pionniers ne se compare pas à l'organisation étatique des mouvements de population. Mais la signification de ces mouvements est semblable du point de vue de la géographie humaine et économique.

Les dirigeants soviétiques ne sont certainement pas inconscients des incidences de leur politique agricole sur les rapports de la population avec le cadre dont elle dispose. Ainsi Khrouchtchev, dans un discours adressé aux Jeunesses Communistes partant pour les nouvelles terres, a effectué une digression significative sur les théories populationnistes soviétiques et la politique

d'aide à la famille qu'elles ont inspiré. Avec la vigueur qui caractérise ses propos, l'orateur a déclaré que même si 100 millions d'habitants étaient ajoutés aux 200 millions d'habitants de sa population actuelle, l'Union Soviétique ne serait pas trop peuplée.

Ces paroles reflètent l'état d'esprit des autorités. Les besoins de la population les ont obligées à organiser le défrichement. Mais en cours d'exécution, les possibilités d'expansion sont devenues directement palpables et les dirigeants se sont pris à regretter que la population ne soit pas plus abondante pour mieux mettre à profit le cadre naturel dont elle dispose.

Notons pour terminer que cette politique d'extension des emblavures n'implique pas nécessairement un ralentissement des grands travaux mentionnés plus haut. Ceux-ci sont en effet constitués par divers groupes de travaux dont l'indépendance n'est pas absolue et il semble que quelques-uns soient affectés, d'autres n'ont aucune raison de l'être. Ainsi les plans à long terme d'afforestation se poursuivent activement, car les dépenses relatives au défrichement n'obligent pas de réduire les surfaces de pépinières. Et les grandes transformations qui se produisent en Sibérie et au Kazakhstan n'empêchent aucunement les cultivateurs d'Ukraine et du bassin de la Volga de dresser des écrans forestiers pour couper les vents desséchants.

De même la construction des grands barrages et des centrales se poursuit tout aussi activement car l'augmentation de la production de l'énergie hydro-électrique à bon marché bénéficie d'une propriété aussi nette que les défrichements.

Par contre, il semble que les travaux d'irrigation aient subi quelques modifications. On n'entend plus parler du Grand Canal du Turkestan et l'accent semble être porté sur des projets plus modestes et plus rapidement rentables. Ceux-ci, mis en œuvre principalement dans les républiques d'Asie centrale et du Caucase, permettent de développer quelques produits très demandés : coton, primeurs et fruits. Cependant, il se peut que les grands travaux d'irrigation ne puissent être entrepris actuellement car la plupart dépendent de gigantesques barrages réservoirs dont le premier, l'ouvrage de Kouibychev, ne sera pas terminé avant la fin de cette année.

## 8. Conclusions

L'examen des problèmes communs à l'ensemble de l'agriculture laisse, à notre avis, deux impressions dominantes de nécessité et d'effervescence.

En premier lieu nécessité, car malgré la continuelle dénonciation des erreurs humaines par la presse soviétique, les difficultés de l'agriculture sont déterminées par des facteurs beaucoup moins contingents, à savoir :

1° des lois sociales: évolution de la demande, loi de l'offre et de la demande, phénomènes de déséquilibre en cours de développement.

2° des legs du passé: normes devenues caduques, vestige d'exploitation privée, faible niveau culturel et technique des campagnes.

3° des limites des moyens financiers de l'État.

4° des erreurs des dirigeants.

La faillibilité humaine tient donc une place relativement limitée dans la série des causes puisque seule le 4<sup>ème</sup> groupe de facteurs peut lui être attribué. Peut-être les «macro-décisions» des dirigeants soviétiques ont-elles plus de portée que celles des chefs de groupes industriels dans la société capitaliste, car la planification de l'économie étend singulièrement leur pouvoir, et les conséquences de leurs erreurs. Mais il convient de ne pas surestimer cet élément, car même l'activité d'une personnalité aussi importante que Khrouchtchev ne saurait être isolée des courants d'opinion prévalant dans les couches dirigeantes. Et ceux-ci sont avant tout déterminés par le degré d'évolution de l'élite soviétique et par l'expérience qu'elle a pu acquérir dans le domaine agricole.

Pour l'essentiel, les problèmes de l'agriculture soviétique sont donc beaucoup plus compréhensibles si l'on s'attache à dégager les nécessités propres à la structure sociale et économique qui les engendre. Et il faut d'autant moins se laisser obnubiler par les erreurs humaines que la publicité faite à celles-ci en U.R.S.S. vise à stimuler les retardataires et non à donner une image fidèle des conditions moyennes de travail.

En deuxième lieu, nous avons pu constater que si l'ensemble de la politique économique soviétique n'est pas sensiblement

modifié, les différents problèmes agricoles ont été repensés en fonction de l'évolution de la demande et de l'augmentation des moyens disponibles. Cette réorganisation a été imposée sous la pression des nouveaux besoins apparus du fait de l'amélioration du niveau de vie. Et les difficultés qui l'accompagnent sont à la fois la conséquence des progrès antérieurs et les signes avant-coureurs des progrès à venir. Il convient de ne pas se laisser tromper par les illusions d'optique inhérentes au changement de système économique qui donnent à des troubles de croissance l'apparence de manifestations de régression.

Claude BONNARD,  
*diplômé de l'École  
des Hautes Études commerciales  
(Paris).*

